



Sur le terrain : Liban - Contexte

Le Liban est une république avec un système parlementaire démocratique. Ce pays, situé sur la côte est de la Méditerranée, est délimité au nord-est par la Syrie et au sud par Israël. Sa superficie est d'environ 10 400 km². La population de ce pays pluriconfessionnel est estimée à environ 4 millions d'habitants.

Les Palestiniens (au nombre de 350 000 selon l'UNRWA, 500 000 selon le ministère de l'Emploi libanais) constituent la majeure partie des étrangers présents dans le pays. Ils vivent dans des campements précaires qui sont devenus, avec le temps, des installations permanentes, ou dans des regroupements de maisons palestiniennes en dehors des camps.

Le Liban traverse depuis de nombreuses années une période de conflits et de difficultés économiques. La guerre civile de 1975 à 1991 a sérieusement endommagé les infrastructures économiques de ce pays. En 2002, le gouvernement a mis en place une politique de rigueur économique de façon à réduire le montant de sa dette nationale, devenue énorme. Cette crise économique a eu un impact particulièrement visible sur les conditions de vie de ses populations les plus vulnérables.

Le conflit entre Israël et le Liban de juillet-août 2006 a engendré des déplacements en masse de population civile au sein du Liban, ainsi que des dommages importants aux infrastructures du pays. En raison d'une utilisation extensive des BASM pendant le conflit, des centaines de milliers de sous-munitions n'ont pas explosé, ce qui constitue un danger réel et permanent pour les populations civiles qui veulent revenir chez elles pour reprendre leurs activités quotidiennes.

Les zones polluées par des mines et des engins non explosés au Liban

Le Liban est toujours affecté par les mines et les restes explosifs de guerre depuis la guerre civile qui a ravagé le pays de 1975 à 1991, mais aussi par des bombes à sous-munitions (BASM) depuis le conflit entre Israël et le Liban de juillet-août 2006. Suite à l'utilisation intensive de BASM durant ce conflit, des centaines de milliers d'engins non explosés parsèment aujourd'hui le Sud Liban, ce qui constitue un danger réel et constant pour les populations civiles qui sont revenues vivre sur leurs terres. Le Liban a pris l'engagement de dépolluer le sud du pays en priorité et le déminage dans le reste du pays a été retardé. En février 2010, on estimait à 74 km² la superficie des terres restant à déminer.

SITUATION DU HANDICAP

Il existe peu de données économiques et démographiques fiables au Liban. Selon les définitions de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), les taux de handicap varient entre 7 et 10 %, c'est-à-dire entre 280 000 et 400 000 personnes. Les études officielles, utilisant des définitions locales, ont fourni des taux moins élevés. En raison de la situation du Liban, il est difficile de

connaître de façon exacte l'impact sur les populations cibles. Les chiffres fournis par le ministère des Affaires sociales ne fournissent que le nombre et les besoins des personnes handicapées ayant obtenu leur carte personnelle d'identification.

Les problèmes de handicap sont généralement conceptualisés par le biais d'un modèle social qui met l'accent sur la prise en charge et la charité. Ainsi, les réponses aux besoins des personnes handicapées ont été centrées sur l'offre de services spécialisés, fournis en grande partie par des organisations caritatives.

Cette conceptualisation a également contribué au développement d'une politique d'institutionnalisation comme réponse primaire. Ceci est reflété non seulement dans les politiques gouvernementales, mais aussi dans les politiques des groupes de développement et des ONG. Si les droits d'autres groupes marginalisés sont devenus une priorité à l'ordre du jour du développement, les droits des personnes handicapées sont toujours en grande partie ignorés.

Étant donné les efforts du mouvement en faveur des droits des handicapés au Liban, une nouvelle loi a été votée en 2000. La loi 220/2000 vise désormais à mieux intégrer les personnes handicapées et à les faire participer activement à la société. Cette loi abolit les lois existantes restreignant les droits des personnes handicapées et les remplace par une loi de soutien, conçue pour permettre aux citoyens handicapés de vivre comme d'autres citoyens et de jouir des mêmes droits.

Malgré l'existence d'un programme de soutien pour les personnes handicapées soutenu par le Ministère des affaires sociales, celui-ci ne couvre qu'environ 10 % du nombre total de personnes handicapées.

Les principales faiblesses sont le manque de mécanismes de mise en œuvre, qui devraient définir des politiques et allouer des ressources humaines et financières bien précises pour l'application des lois, et une inégalité en termes de distribution géographique et d'accessibilité aux services. Cette loi n'est pas mise en œuvre dans les régions les plus pauvres ou les plus éloignées. Le système de protection sociale des personnes handicapées est quasiment inexistant en zone rurale.

L'accès aux services adéquats dans les domaines des services médicaux, de l'éducation, de l'emploi et de la protection sociale est très limité dans les régions rurales du Liban. Le nord et le sud sont les régions les plus pauvres. De plus, le sud du pays a été sévèrement affecté par la guerre de 2006 et la région d'Akkar, au nord du pays, a été touchée par la crise de Nar El Bared, avec pour résultat un nombre croissant d'IPD et de personnes handicapées.

[Source : <http://www.handicap-international.fr/je-minforme/dans-le-monde/61-pays-dintervention/programmes/liban/liban-contexte/index.html>]

Sur le terrain : Liban – Historique de nos interventions

Handicap International travaille au Liban depuis 1992, en venant au soutien d'associations locales qui travaillent dans les domaines de la réadaptation et du support psychosocial.

Ces dernières années, nous avons travaillé avec :

- Family Guidance Centre, première ONG locale à offrir des services de santé mentale dans les camps de réfugiés et regroupements palestiniens au Liban (notamment dans les camps de Bedawi, al Buss et Burj) ;
- Community Based Rehabilitation Association (CBRA), principal fournisseur des services pour les personnes handicapées dans les camps de Beddawi et Nahr el-Bared, dans le cadre de plusieurs projets de soutien psychologique aux enfants réfugiés palestiniens ayant des problèmes psychosociaux. (2007-2011) ;
- Women Humanitarian Organization (WHO), pour l'accès aux services de réhabilitation en santé mentale des enfants des camps de réfugiés palestiniens au Nord du Liban et la région de Tyr (2010) ;
- United Nations Relief and Works Agency (UNRWA), important partenaire très actif dans le domaine de santé et réhabilitation au Liban, avec qui HI mis en place des projets de santé mentale ;
- Arc-en-Ciel, une organisation avec laquelle Handicap International a travaillé à Bekaa pour améliorer les services de rééducation offerts aux personnes handicapées dans la région (2004-2006) ;
- Le jardin d'enfants Ghassan Kanafani Cultural Foundation (GKCF) au camp de Mar Elias : cette structure accueille les enfants polyhandicapés et leur offre des soins médicaux et une éducation (2003-2006) ;
- L'association Najdeh : activités générant des revenus ;
- The Lebanese University : support technique et pédagogique pour la création d'une formation académique en ergothérapie ;
- Sesobel : formation aux techniques d'ergothérapie de base pour les physiothérapeutes et la section d'ergothérapie du centre ;
- La Lebanese Occupational Therapist Association (association des ergothérapeutes du Liban).

Handicap International est également active depuis la crise de 2006 grâce à son réseau de partenaires, avec qui elle travaille depuis plus de trois ans dans les camps palestiniens.

La plateforme de coordination de l'aide au Liban, établie en partenariat avec les ONG libanaises après la guerre de l'été 2006, a déployé une équipe à Beddawi pour optimiser les efforts humanitaires en garantissant une distribution efficace de l'aide et en assurant la coordination de tous les acteurs impliqués dans cette crise.

Quelques-unes des principales actions mises en œuvre pendant et après cette crise :

- L'unité de rééducation de l'hôpital de Nabatiye : soins fournis à une partie importante des blessés pendant le conflit de 2006.

- Lebanese Union for the Physically Disabled (LUPD ou Union libanaise pour les personnes handicapées physiques) : aider les personnes handicapées ou blessées pendant la guerre de 2006.
- Samidoun : gérer 31 centres de réception dans les écoles, les églises et les mosquées de Beyrouth, accueillant 12.000 personnes déplacées, ainsi que les lieux où Handicap International coordonnait les activités de support psychologique. Au fur et à mesure que les personnes déplacées rentraient chez elles, les activités de support psychologiques ont été transférées dans les banlieues sud de Beyrouth et du sud du Liban.
- Ministère libanais des Services sociaux : travail avec Handicap International et d'autres agences internationales pour coordonner l'aide à fournir suite à ce conflit.

Action Humanitaire Anti-Mines :

- Entre 2007 et 2009, opérations de dépollution des restes explosifs de guerre (principalement BASM) dans la région de Tyr, Sud Liban.
- Entre 2008 et 2010, opérations de dépollution des restes explosifs de guerre dans le camp palestinien de Nach El Bared.

• DEMINAGE DES ENGIN NON EXPLOSES A Nahr el Bared

Entre mai et septembre 2007, le camp de réfugiés de Nahr el Bared au Nord-Liban (NBC) a été le théâtre d'un conflit important, opposant l'armée libanaise à un groupe de militants radicaux. À la fin des hostilités, le camp officiel de Nahr el Bared fut entièrement détruit et les zones situées à proximité du camp subirent également des dommages importants. Les maisons, les cliniques, les écoles, les magasins, les mosquées, le réseau d'alimentation en eau potable et les égouts furent tous entièrement détruits. Durant les trois mois que durèrent ce conflit, le camp de Nahr el Bared connut des tirs importants et répétés (artillerie et forces aériennes). De très nombreux engins non explosés furent enterrés dans les ruines du camp et plus de 27 000 personnes furent contraintes d'abandonner leur foyer.

Handicap International fut sélectionné par l'UNRWA (l'Agence des Nations Unies chargée du déblayage des gravats et de la reconstruction du camp) pour effectuer le travail de déminage de ces zones à partir d'octobre 2008. Ce projet avait pour objectif premier de vider le camp de tout engin non explosé, condition préalable à la reconstruction des infrastructures physiques et économiques, et au retour rapide et sécurisé des Palestiniens.

Pendant 18 mois, quatre équipes libanaises de déminage de Handicap International et une équipe de sensibilisation aux engins non explosés ont collaboré avec un entrepreneur chargé de déblayer les gravats. Selon les estimations, plus de 500 000 m³ de gravats ont été dégagés. Ce projet a été très spécifique en raison de l'environnement difficile où les recherches ont été effectuées, à travers des morceaux de bâtiments détruits pendant et après les combats. Ces gravats étaient mélangés à d'autres matériaux comme de l'acier, du verre, du bois, des appareils électroménagers

ou encore des effets personnels ayant appartenu aux précédents habitants. Conformément aux procédures standard, les démineurs de Handicap International ont été contraints d'effectuer systématiquement une recherche visuelle des gravats, en les étalant en couches de 10 cm d'épaisseur, avant de pouvoir les dégager. Tous les gravats devaient ensuite être fouillés deux fois de suite avant de pouvoir être retirés de la zone.

Durant ce projet, 12 506 engins non explosés (dont 72 pièges) ont été neutralisés par les équipes de Handicap International. Ce programme a été clos à la fin mars 2010.

• DEMINAGE DES ENGIN NON EXPLOSES AU NORD LIBAN

Depuis fin 2010, Handicap International a déployé la seule capacité de déminage humanitaire* présente au Nord Liban. Ce projet de déminage humanitaire est opérationnel depuis Janvier 2011 et se compose de deux équipes de déminage manuel.

Depuis janvier 2011, les équipes de déminage d'Handicap International au Nord Liban ont dépollué environ 12 000 mètres carrés de terre contaminée et ont détruit 12 engins dangereux en collaboration avec le Centre National de Déminage (LMAC).

Les opérations de déminage humanitaire menées par Handicap International permettent le développement de nouvelles activités socio-économiques qui bénéficient aux habitants de la région. La récente dépollution des terres contaminées a permis de lancer des travaux de reconstruction et de réhabilitation d'infrastructures, tels que l'élargissement d'une route, la réparation d'un pont et l'amélioration du réseau électrique local.

• SOUTIEN PSYCHOSOCIAL ET PSYCHOLOGIQUE POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ET EN PARTICULIER LES ENFANTS VIVANT DANS LES CAMPS DE REFUGIES PALESTINIENS AU LIBAN :

Depuis janvier 2004, Handicap International travaille en réseau avec différents partenaires pour améliorer l'accès aux services de soins psychosociaux à l'intérieur des camps de réfugiés palestiniens au Liban. Ces partenaires concernent notamment des ONG locales, des travailleurs sociaux et des professionnels de l'UNRWA, présents dans les zones d'intervention et qui forment un capital humain de base important.

Entre 2007 et 2011 nos projets ont ciblé de manière particulière les enfants réfugiés palestiniens ayant des problèmes psychosociaux. A la fin de 2009 plus de 850 enfants et adolescents avaient bénéficié d'activités socio-éducatives encouragées par HI et d'un soutien psychosocial dans des centres communautaires ; de plus, 80 professionnels du psychosocial ont bénéficié de séances de guidance et de formation dans le cadre de nos projets, afin d'améliorer leur compréhension des troubles psychologiques.

En 2009, avec le soutien financier de la Commission Européenne, on aboutit la réalisation d'un projet pour renforcer les services de réhabilitation et des soins psychologiques dans 8 camps de réfugiés palestiniens au Liban. L'action ciblait une population plus variée : au cours d'un an 622 personnes handicapées ont pu accéder aux services de réhabilitation et soins psychologiques ; 214 enfants, 59 femmes adultes et 6 hommes ont reçu des aides techniques et des services de réhabilitation de qualité ; 872 ONGs professionnelles dans les domaines du Handicap ou psychosocial ont bénéficié des activités de formation ; et 1.133 enfants avec des troubles psychologiques ont pu accéder à des services de soin.

Dans la continuité des projets précédents, HI démarre en 2010 un nouveau projet d'accès à des services de réhabilitation mentale pour des enfants ayant des troubles psychologiques, vivant dans les camps et regroupements de réfugiés palestiniens du Nord du Liban et de la région de Tyr. A la fin du projet on a constaté une augmentation à niveau générale de l'indépendance et autonomie des enfants qui ont bénéficié d'un traitement de santé mentale (au total 325 enfants). De plus, grâce à des activités de formation et sensibilisation aux bonnes pratiques de prise en charge des troubles psychosociaux, les professionnels ciblés ont proportionné un service de qualité et ont augmenté la productivité de leurs activités de réhabilitation. Le nombre de bénéficiaires directs des services, des activités de formation et de sensibilisation menés dans le cadre du projet a été de 2300 personnes, dont 60.6% d'enfants et 55.4% de femmes.

En 2011 la Commission Européenne continue à soutenir nos actions au Nord du Liban et dans la région de Tyr, face à l'ampleur des besoins en réhabilitation et soins psychologiques des populations de réfugiés palestiniens au Liban. Notre stratégie d'intervention cherche à consolider les résultats positifs obtenus depuis le début de nos actions dans le domaine de la santé mentale.

[Source : <http://www.handicap-international.fr/je-minforme/dans-le-monde/61-pays-dintervention/programmes/liban/historique-de-nos-intervention/index.html>]